

Elections complémentaires

La cuisine électorale ne fait que débiter

La course à la succession de Jean-Claude Mermoud se construit laborieusement

Mehdi-Stéphane Prin
Justin Favrod

Le retrait mardi de Daniel Rossellat à la course au Conseil d'Etat redistribue une fois de plus les cartes. Tour d'horizon.

Les tensions roses-vertes

Avec l'annonce du syndic de Nyon, les socialistes viennent de perdre leur meilleur atout pour dissuader les Verts de briguer le gouvernement. A leurs yeux, Daniel Rossellat - avec son statut d'indépendant - leur permettait de conserver un nombre de ministres supérieur à leur allié écologiste. Le plan a échoué. Les roses montrent les dents pour convaincre les Verts de ne pas lancer de candidat.

Les écologistes ont fait fi de la menace et viennent formellement de lancer un appel aux candidatures dans leur formation. «Si les socialistes veulent vraiment renverser la majorité, il faut que la gauche se mette d'accord sur une seule candidature», prévient le président des Verts vaudois, Yves Ferrari. Un avis partagé par la patronne des roses, Cesla Amarelle. «A l'heure actuelle,

A gauche



Béatrice Métraux, vice-présidente des Verts. ARC



Yves Ferrari, président des Verts. V. CARDOSSO



Nuria Gorrite, syndique de Morges, socialiste. V. CARDOSSO

A droite



Pascal Dessauges, ancien président de l'UDC. J. ABRIEL



Fabienne Despot, députée UDC. J.-B. SIEBER/ARC



Pierre-Yves Rapaz, président des députés UDC. ARC

la priorité est de tomber d'accord sur une candidature qui fédère toute la gauche.» Bref, les socialistes espèrent convaincre les Verts qu'ils n'ont pas la force électorale pour avoir deux conseillers d'Etat. Cela semble relever de la mission impossible.

Bataille fratricide entre Verts

Du côté des écologistes, les ambitions personnelles s'affichent au plus haut sommet du parti. La vice-présidente Béatrice Métraux joue cartes sur table: «Le poste de conseiller d'Etat m'intéresse et je suis candidate à la candidature.» Le président de la formation, Yves Ferrari, affirme réfléchir à sa propre candidature. Nul doute cependant que le Lausannois combattra sa vice-présidente lors de l'assemblée générale convoquée pour désigner un candidat écologiste, le 29 septembre. Les Verts miseront-ils sur la carte femme ou offriront-ils enfin la chance à Yves Ferrari de décrocher un poste d'exécutif?

Nuria Gorrite, favorite rose

Si les socialistes décident d'ouvrir les hostilités contre leurs alliés Verts ou réussissent l'exploit de les convaincre de céder leur tour, ils ne manqueront pas de personnalités capables de relever ce défi. Cependant, la plupart sont engagées dans la bataille pour les fédérales, à l'exception de la favorite Nuria Gorrite. «Le temps n'est pas encore aux ré-

flexions personnelles, mais aux intérêts du parti», réagit la syndique de Morges.

Choix difficile de l'UDC

L'UDC doit dénicher un candidat qui soit agréé au congrès tout en étant éligible à un scrutin majoritaire. Etre dans la ligne du parti, être connu et donner le sentiment de la modération. Trois exigences à cumuler.

Un nouveau nom a surgi, celui de Pascal Dessauges, ancien président de l'UDC vaudoise. Il manque de notoriété, mais possède un large réseau. Cet agriculteur de Naz présente un profil proche de celui de Jean-Claude Mermoud. Il vient du Gros-de-Vaud et passe pour un modéré. Sa section vient de lui demander de se présenter. Mais il y a un hic, Pascal Dessauges vient d'être nommé préfet de Morges: «Je réfléchis», commente-t-il sobrement. Il se trouve dans une situation voisine de celle de Guy Parmelin ou de Daniel Rossellat et pourrait se dire: un tiens vaut mieux que deux tu l'auras.

Pascal Dessauges rencontrerait sans doute des difficultés à gagner devant le congrès de son parti, où les agrariens peinent à réunir des majorités, mais les radicaux et les libéraux verraient d'un bon œil Pascal Dessauges se lancer. Il serait plus facile pour lui de faire le plein de voix à droite que pour aucun autre de ses concurrents potentiels en rai-

son de leur position jugée plus zürichoise. Ceux-ci ont déjà été cités. Il s'agit du président du groupe Pierre-Yves Rapaz, de la députée Fabienne Despot. N'est pas encore sorti du bois l'ancien député libéral Nicolas Daïna.

Les petits partis renoncent

L'année électorale est haletante, des communales du printemps aux cantonales de mars en passant par les élections fédérales actuelles. Dans cette situation, les partis n'ont plus d'argent à consacrer à une complémentaire. Le président de l'Union démocratique fédérale (UDF), Maximilien Bernhard, jette l'éponge: «On ne peut pas courir tous les lièvres à la fois.» Les Verts libéraux feront de même. Le nouveau Parti bourgeois-démocratique n'ira pas. Il veut d'abord entrer au Grand Conseil.

Le POP n'entend pas plus entrer dans la danse si un candidat jugé «réellement à gauche» est présenté. SolidaritéS semble sur la même ligne. Le PDC se montre plus circonspect, selon le député Mario-Charles Pertusio: «Nous avons un congrès le 28 septembre et la question d'une candidature sera posée.» Il en va de même de Riviera Libre, qui réfléchit encore.

On n'échappera pas en revanche à la perpétuelle candidature de Ted Robert, qui se présente systématiquement au Conseil d'Etat depuis 1994.